

LE RAT DE COREE par Jean-Claude Courdy

Après l' échec des pourparlers de Pékin, destinés à écarter la menace nucléaire Nord Coréenne, les Etats-Unis se montrent conciliants

La crise nucléaire provoquée par la Corée du Nord avait débuté à l'automne 2002 avec le refus du régime communiste de Pyongyang de soumettre son arsenal nucléaire aux inspections de l'Agence internationale pour l'énergie atomique dont le siège est à Vienne et l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). La crise avait pris de l'ampleur en Janvier 2003, après le retrait de la Corée du Nord, du traité de non prolifération et la reprise par les Nord Coréens de leur programme nucléaire militaire.



L'escalade ainsi amorcée ne pouvait s'arrêter, selon Pyongyang, que si les Américains acceptaient un traité bi-latéral de non agression, procédure que Washington refusait d'emblée. Les Américains considéraient qu'en démontant les installations de surveillance mises en place par l'agence de Vienne, les Nord Coréens avaient violé leurs obligations résultant du traité de non-prolifération ; ils estimaient plus généralement que la guerre de Corée qui ne s'était soldée que par un armistice devait être définitivement clôturée par un traité global de paix rassemblant les belligérants d'alors sous la bannière des Nations-Unies. En aucun cas, selon Washington, il ne pouvait s'agir de régler un contentieux bilatéral.

Côté nord coréen, on paraissait croire que la meilleure façon d'amener Washington à négocier, était de provoquer cette crise nucléaire au mépris des engagements pris par Pyongyang en 1994, envers la Corée du Sud et les USA. L'ambassadeur de Corée du Nord à Pékin, Choe Jin SU, expliquait que son pays « avait été obligé de reprendre son programme nucléaire et d'expulser les inspecteurs de l'AIEA, pour répliquer aux déclarations menaçantes de l'administration Bush et à l'arrêt des fournitures de pétrole indispensables à l'approvisionnement énergétique de son pays ». Selon le directeur du Pacific Forum CSIS affilié au Centre international d'études stratégiques de Washington, Pyongyang avait le droit de redémarrer les activités de la Centrale atomique de Yongbyon, gelées conformément aux termes des accords américano-nord coréens, nuls et nonavenus, selon les deux parties. En revanche, ils n'avaient pas le droit de briser les scellés apposés par l'AIEA, de démonter les caméras ni de reprendre un programme d'armement nucléaire.

Comment la conférence du 27 août a-t-elle été rendue possible, alors que les Nord Coréens semblaient ne pas vouloir se départir de leur intransigeance ?

Sunshine policy, suite..

Trois mois à peine après le début de son mandat de cinq ans, le président sud-coréen, Roh, se trouvait aux prises avec l'héritage difficile du président Kim Dae Jong, son prédécesseur, qui s'était largement démarqué de la politique des faucons de l'entourage de G.W. Bush. Ce que l'on appelait la « Sunshine Policy » du président Kim avait pourtant débouché sur une ouverture limitée mais cependant surprenante de la frontière du 38ème parallèle entre le nord et le sud, fermée depuis 1953. Kim Dae Jong affaibli par des scandales familiaux avait cependant réussi à faire partager sa confiance dans le dialogue, seule issue, affirmait-il, pour régler le contentieux nucléaire nord-coréen. La détermination de son successeur, le président Roh, aux commandes depuis le 25 février 2003, à poursuivre la « sunshine policy » ne pouvait être mise en doute, bien que les américains aient parié sur la personnalité plus effacée de Roh pour essayer de porter la question nucléaire nord coréenne devant le conseil de sécurité des Nations Unies.

Le sous secrétaire d'état, John Bolton, littéralement vomi par le gouvernement de Pyongyang, avait dû constater qu'il n'y avait pas de consensus devant cette instance internationale et que les Russes, en particulier étaient hostiles à une résolution du Conseil de Sécurité qui condamnerait la politique nucléaire de la Corée du Nord.

Japon, Fermeté et Dialogue

En revanche, les Japonais, par la voix de Ishiba Shigeru, son ministre de la défense, puis celle du Premier Ministre, Koizumi Ichiro, se montraient partisans d'une ligne plus ferme : Dialogue, oui mais maintien d'une pression continue en vue d'obtenir de Pyongyang, l'abandon de son programme d'armement nucléaire. Ce durcissement s'était concrétisé par

une décision japonaise d'imposer des inspections très strictes à tous les navires nord coréens, relâchant dans les ports japonais. Cette mesure s'était en premier lieu appliquée à un « ferry » qui effectuait des visites régulières dans le port de Niigata situé dans la partie nord-ouest de l'île de Honshu., puis à d'autres unités dans les ports de Maizuru et Otaru.

Les autorités japonaises soupçonnent certaines unités marchandes de Corée du Nord, de sortir en contrebande des composantes et matériaux fabriqués au Japon, utilisés pour les missiles Nodong. L'inquiétude des japonais s'est traduite au milieu de l'été par une requête budgétaire de l'agence de défense d'un montant de \$ 1,2 milliards, pour développer un système de défense anti missile, en liaison avec les projets similaires du Pentagone.

De son côté, le président Roh, après sa visite à Washington en juin, avait fait machine arrière et revu la politique d'apaisement de son prédécesseur en déclarant que la Corée du Sud ne pouvait pas coexister avec une Corée du Nord nucléaire. A son retour à Séoul, il avait cependant, partiellement renié ses engagements américains.

La Corée du Nord est devenue une menace pour les intérêts américains dans la région Pacifique ainsi que pour les intérêts chinois.

Les deux puissances fournissent Pyongyang en carburant, à concurrence de 70% de ses besoins énergétiques et en produits alimentaires pour un tiers de sa consommation. Les positions américaines et chinoises se résument par un « ni, ni », ni guerre, ni nucléarisation de la péninsule coréenne. Les Chinois qui ont été dans l'incapacité de contrôler la surenchère de Kim Jong Il, sont d'autant plus inquiets que cet exemple communiste pourrait bien inciter Taiwan à se doter de moyens de défense appropriés, et le Japon à franchir le pas décisif de l'équipement nucléaire, certes porteur de controverses, mais qui n'est plus un sujet tabou à Tokyo.

En finir avec le régime communiste

Washington se trouve dans une position délicate devant un problème qui divise l'équipe de G.W. Bush. Nombreux sont les conseillers du président qui estiment qu'il ne peut y avoir de solution que dans un changement de régime à Pyongyang, une position similaire à celle qui prévalait pour l'Irak avant l'expédition de Bagdad. Il semble que ce n'est ni le point de vue du Japon ni celui de la Corée du Sud. Après les rencontres au sommet d'Evian-les-Bains, on avait pu observer des divergences d'interprétation entre les Huit, sur la conduite à tenir à l'égard de Pyongyang. George W. Bush avait en effet déclaré que l'Ouest pourrait "si nécessaire, utiliser d'autres moyens que ceux prévus par l'accord international de non prolifération dénoncé par Kim Il Sung". Les analystes en avaient tiré la conclusion que "autres moyens" signifiait le recours à la force, ce que le Premier Ministre Japonais et le Président de la République française s'étaient empressés de démentir.

Les Nord-Coréens ont pris la mesure, à la fois de l'opposition internationale unanime à leur projet d'équipement nucléaire militaire et des divergences entre les puissances invitées le 27 août par Pékin. Malgré un communiqué en termes presque insultants à l'égard du sous-secrétaire d'état Bolton accusé de vulgarité politique et de propos psychopathologiques, ils ont envoyé en Californie une équipe de gymnastes de haut niveau afin de participer aux qualifications pour les jeux olympiques d'Athènes en 2004. : En quelque sorte, une nouvelle ping pong diplomatique qui rappelle celle des Chinois en 1972 avant leur reconnaissance diplomatique par le Président Nixon.

En direction du public japonais, les nord-coréens ont également fait un geste en permettant à des enfants, demeurés en Corée du Nord, de correspondre avec leurs parents, kidnappés dans les années 60, mais revenus récemment au Japon. Les rapprochements familiaux entre le Nord et le Sud ont repris cet été. Enfin, juste avant le début des pourparlers à Pékin, la Corée du Nord devait envoyer cinq cents athlètes, journalistes et supporters aux jeux universitaires de Daegu en Corée du Sud. En dernière minute, la participation nord-coréenne a été annulée, à la suite d'incidents survenus le 15 août à Séoul, lors de la célébration de la capitulation du Japon. Celui-ci a également été épinglé par Pyongyang pour avoir réitéré les visites officielles au temple de Yasukuni où sont honorés les mânes des soldats japonais morts et de leurs dirigeants de l'époque condamnés pour la plupart pour crimes de guerre par le tribunal spécial de Tokyo en 1945.

Quant aux américains, à quelques jours de la réunion de Pékin, ils ont été pris à partie pour avoir réuni dix pays dans une alliance destinée à prévenir la prolifération nucléaire, alliance estimée par le nord-coréens comme une initiative hostile à leur égard. Ni les Russes ni les Chinois ne sont en reste.

Moscou a déclaré par la voix du vice-recteur de l'Académie diplomatique que la Corée du Nord n'avait aucune aide militaire à attendre de la part de la Russie.

Pékin a demandé à Pyongyang une renégociation du traité de sécurité mutuelle signé il y a maintenant cinquante ans. Enfin, événement inhabituel, la Chine et la Russie ont organisé conjointement avec le Japon et la Corée du Sud, des manœuvres navales, à la limite des eaux territoriales nord-coréennes.

Ces initiatives contrastées empêchent les américains d'exercer contre la Corée du Nord une "diplomatie coercitive". Elles ont le mérite de témoigner clairement de l'isolement du régime communiste nord-coréen dont l'intransigeance alternée avec des attitudes conciliantes fait apparaître un jeu qui pourrait s'avérer dangereux à court terme. L'imprévisibilité du " Rat de Corée " a débouché à Pékin sur un constat de "non accord". Depuis, Washington tente de calmer le jeu, mais on pourrait bien s'apercevoir que la fin du chantage nucléaire de Kim Jong Il est une question de prix à payer.

Combien ?

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net